



Dixième Année

N° 100

MARS 1935

PROMÉTHÉE

Organe de défense nationale des Peuples du

CAUCASE } GÉORGIE
AZERBAIDJAN
CAUCASE DU NORD

de l'Ukraine et du Turkestan

Directeur: Georges Gvazawa.

SOMMAIRE

L'impérialisme rouge et la Chine	<i>A. Dumoulin</i>
Historique de l'idée de la Confédération Caucasienne	<i>M. Kritchinski</i>
La déviation nationale dans l'Azerbaïdjan soviétique	* **
Economie de la Russie soviétique	<i>I. Tchoulik</i>
Armée ukrainienne	<i>Gén. Udoviczenko</i>
Les régions pétrolifères de l'U. R. S. S.	<i>Tach Temour</i>
Revue de la presse	* **
Chronique : Confédération Caucasienne Ukraine.	* **
Bibliographie	<i>B. Wartanoff</i>

Direction et Administration :

1, Square Léon-Guillot - PARIS (15°)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

L'Impérialisme rouge et la Chine

Après s'être assuré une base en Mongolie extérieure et au Sin-Kiang (Turkestan Chinois), l'impérialisme rouge ne pouvait manquer de poursuivre sa marche envahissante vers les profondeurs du continent asiatique.

Deux foyers principaux et connexes, la Chine et les Indes s'offraient aux agents de la III^e Internationale pour essayer d'allumer l'incendie révolutionnaire qui devait embraser tout l'Orient. Le monde chinois avec ses misères et ses guerres fratricides paraissait tout indiqué; c'est là qu'il fallait porter ses efforts si l'on voulait que le « brasier » de la révolution gagnât la Birmanie, le Siam, l'Indochine et les riches contrées de l'Insulinde.

Par le canal du *Komintern* dont le siège est à Moscou, l'impérialisme rouge espérait réaliser les tâches fixées dans le programme qu'adopta à l'issue des travaux, le 1^{er} septembre 1928, le VI^e Congrès de l'Internationale communiste de Moscou. Que disait donc ce programme dont les directives si fidèlement suivies ne tardèrent pas à porter leurs fruits? Le voici en quelques mots, mais aupara-

vant, qu'il nous soit permis de faire remarquer que ce programme vise en premier lieu les pays « coloniaux et semi-coloniaux ». La Chine étant considérée comme un pays « semi-colonial », c'est d'elle que nous allons parler.

« Au point de vue de la lutte mondiale du prolétariat, est-il dit dans le programme, les tâches stratégiques les plus importantes de l'Internationale Communiste sont relatives à la lutte révolutionnaire dans les colonies, les semi-colonies et autres pays qui ne jouissent pas de leur indépendance. Cette lutte suppose la conquête de larges masses de la classe ouvrière et des paysans des colonies, ce qui n'est possible que par un rapprochement intime entre le prolétariat des pays oppresseurs et les masses laborieuses des pays opprimés... »

« L'Internationale Communiste appuie tout mouvement contre l'oppression impérialiste dans les colonies... Dans les pays de l'Impérialisme, les partis communistes doivent aider systématiquement les mouvements révolutionnaires coloniaux... ils doivent reconnaître ouvertement les droits des

colonies à l'indépendance, leurs droits au soulèvement armé contre les impérialistes ; ils doivent proclamer et soutenir activement ces soulèvements par tous les moyens possibles. Cette ligne de conduite est obligatoire pour les partis communistes à l'égard de toutes les nations opprimées. »

« Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux eux-mêmes, les partis communistes ont l'obligation de combattre avec la plus grande énergie et sans répit l'impérialisme étranger en prêchant le rapprochement et l'union avec le prolétariat des pays impérialistes ainsi que la révolution agraire, en luttant contre l'influence du clergé, des missions, etc. etc. »

Comme on peut le voir, il s'agit bien pour atteindre le but assigné, d'exploiter tous les mécontentements, toutes les fautes de l'adversaire, aussi conviendra-t-il sur ce point, de laisser à chaque parti communiste toute liberté d'action, d'organisation et de tactique. Il devra donc s'inspirer des circonstances intérieures aussi bien qu'extérieures du moment, des forces relatives en présence des classes, du degré de résistance de la bourgeoisie locale, du degré de préparation du prolétariat. La « vague de grèves » qui commence à gagner le « prolétariat colonial » et « semi-colonial » devra surtout être systématiquement exploitée. De là l'utilité immédiate de créer des comités de grèves, d'usines, etc. Il faut amener les ouvriers à s'enrôler dans des syndicats à caractère nettement révolutionnaire et partant, « illégaux » ; il faut les inciter à la lutte révolutionnaire de classe, à la lutte contre tous les éléments nationalistes bourgeois...

Tel est le programme de terreur et de bouleversement social que poursuivent inlassablement à travers le

monde, en Chine plus particulièrement, les agents du Komintern de Moscou.

Affiliés à la III^e Internationale dont ils forment l'une des sections, les communistes chinois, manoeuvrés par des émissaires soviétiques, s'infiltrèrent dans les régions encore saines du pays, s'y livrent à une propagande subversive afin d'y créer un état d'esprit favorable à l'instauration du régime communiste.

Cette oeuvre de désagrégation systématique, jointe aux dévastations des campagnes par les hordes communistes, engendrent un tel état de misère que les cultivateurs chinois, nonobstant leur esprit individualiste se laissent gagner par les agitateurs et s'enrôlent dans les rangs des révoltés.

C'est ainsi que depuis 1920, époque où le fameux *Tcheng Tou-siou* créa le parti communiste chinois, un banditisme organisé ayant son état-major, ses cadres, son matériel de guerre et humain, ses soldats bien entraînés, assurés du quotidien bol de riz et l'espoir d'un fructueux pillage, parcourent la campagne chinoise, brûlant et saccageant tout sur leur passage, accumulant ainsi ruines sur ruines. Ecrasées d'un côté, ces bandes réapparaissent de l'autre.

Sous l'impulsion de Borodine, l'activité révolutionnaire prit, à partir de 1923, une telle ampleur que le gouvernement de Nankin, effrayé, dut rompre avec le gouvernement des Soviets de Moscou. Et quant à l'agent moscovite, Borodine, un décret du gouvernement de Nankin, en date du 13 juillet 1927, l'expulsait du territoire chinois.

Mais le mal était fait... Un Gouvernement soviétique avait eu le temps de se constituer dans le Kouangtong, des soviets locaux s'étaient créés

dans le Foukien, dans le Kouangsi, dans le Houpei, le Hounan, le Setchouen. A Canton, le coup de force de décembre 1927 eut pour résultat d'amener les communistes au pouvoir, pas pour longtemps cependant, car, après 3 jours de lutte, la Commune de Canton tombait, balayée par la vague anti-communiste.

La période de troubles étant ouverte, des soulèvements se produisent dans les provinces; des détachements de paysans armés, entraînés par des agitateurs communistes, en étroit contact avec Moscou, précipitent le mouvement; des grèves éclatent dans les villes désorganisant les services publics et privés. La presse soviétique commente à sa manière les événements de Chine; elle ne cesse de prétendre que le mouvement révolutionnaire des paysans et des ouvriers va toujours croissant et que le mouvement n'a d'autre but que d'unifier la Chine, mais sous forme d'une république soviétique.

La prise de Tchangtchan, capitale du Hounan par l'armée rouge en juillet 1930 inquiète vivement le Gouvernement de Nankin qui décrète l'organisation d'une campagne contre les Rouges. Le général *Ho Hing tchin* est placé à la tête de ces troupes qui livrèrent maints combats sans remporter toutefois de victoire décisive.

Prenant à leur tour l'offensive, les groupes d'armées rouge opèrent en même temps sur différents points du territoire chinois. Pendant les années 1931-32-33, les troupes communistes inondent la Chine occidentale et centrale.

Ayant réussi à établir un pouvoir soviétique sur un vaste territoire de 50 à 60 millions d'âmes, le « Gouvernement soviétique chinois » entreprit une propagande plus active dans le

reste de la Chine, en direction notamment du Setchouen méridional, faisant ainsi sentir son influence au Yunnan et jusqu'aux possessions britanniques et françaises, en Birmanie, en Indochine et au Siam indépendant.

En prise avec des difficultés d'ordre extérieur, le Gouvernement de Nankin ne pouvait jusqu'à ces derniers temps porter toute son attention sur le front intérieur, mais un rapprochement avec le Japon s'étant produit les hommes d'Etat chinois estimèrent que le moment était venu de prendre l'offensive. Et c'est ainsi que le Gouvernement de Nankin, menacé dans sa propre existence, lance les unes après les autres six expéditions punitives de grande envergure, englobant près de 600.000 hommes.

Au mois d'octobre 1934, la situation des armées rouges chinoises était la suivante:

Dans le *Foukien*: L'armée de Fang Chih-ming et une partie de l'armée de Lo Ping-hui, qui avaient sévi dans la région Est de la province du Foukien, pénétrèrent par la rive gauche du fleuve Min, dans les contrées méridionales de la province de Chêkiang. Actuellement, les deux armées poursuivent leur marche vers le Nord à une allure si ferme, qu'on les croit prêtes à attaquer les villes de Lang Chuan et de Ouan-Hsien.

Vers le Setchouen: L'armée rouge de Hsu Hsiang, campée dans la localité de Ouan-Yuan, ville située aux confins Nord-Est de la province de Setchouen, rencontra l'armée centrale fin août, aux environs de Ching-Diu et Lien-Cheng. Selon des renseignements recueillis du côté du gouvernement central, le général Kou Choutoung, commandant en chef de l'armée pour la lutte contre les communistes dans les cinq provinces du

Nord, envoyé par Chang Kai-Chek dans la province de Fukien au commencement du mois d'octobre pour soutenir l'armée gouvernementale de l'Est (province de Foukien), aurait occupé la ville de Ho-Tuen, située à quelques lieux au Sud-Est de Chang-Ting.

L'armée rouge du Kiangsi entre dans la province de Kuei chou: Suivant des informations recueillies dans les milieux de Nankin, l'armée rouge du Kiangsi, par suite de l'occupation de la ville de Chih-Cheng par l'armée gouvernementale du Nord, aurait été obligée de se retirer dans les régions de Juichin, Youtou et Hui Chang. D'autre part, les troupes de Hsiao-ko et de Peng Te-huai, qui se dirigeaient depuis le mois d'août vers le Setchouen, poursuivant leur avance vers l'Ouest, seraient arrivées fin septembre à s'emparer des villes de Fien-chou, You Ping, Chi Chien et You Ching, après une bataille contre l'armée du Kueichou. Les groupes ci-dessus rejoignirent aux environs de Yi-Chang et de Toung, l'armée commandée par Ho-Loung, qui venait de la région de Yion Ho, se dirigeant vers le Nord; ils ravagent actuellement les contrées de Chiang Chan, Kea Sion-hua, Touian, etc. L'armée communiste du Kiangsi, réfugiée à l'Ouest du fleuve Min, après avoir été repoussée par les troupes gouvernementales, s'est emparée successivement des villes de Kouai Houy, Toung Chiang, Pa Choung, Yi Loung, pour arriver, mi-octobre, à Yihan; elle serait à même d'attaquer Hai-hsien et Wan-hsien. Cette avance de l'armée communiste du Kiangsi jusque dans la province de Kueichou accélère tellement la recrudescence des troupes rouges que Chang Kai Chek, inquiet, réunit à Wouchang au début du mois d'octo-

bre, le conseil des généraux luttant contre les communistes. On prête en outre au dernier voyage en avion de Chang Kai Chek à Sian-fou et à Louan-chou l'intention d'entraver la marche vers le Nord du général Hsu Hsuang et la mobilisation éventuelle de Yang Hu-cheng (chef de la mission militaire de Sian-fou).

A en juger par les informations de source chinoise, des combats acharnés entre troupes gouvernementales de Chang Kai Chek et les forces rouges chinoises auraient eu lieu et des pertes considérables auraient été subies par les Rouges. Le 10 novembre 1934, le siège de leur Gouvernement Juichin dans le Kiangsi aurait été occupé par les troupes régulières.

Dans le même temps, les troupes cantonaises dans le Sud du Kiangsi, remportaient un gros succès à Yin-chou, à la frontière du Kouangtoug. Cependant il ne semble pas que cette victoire ait été complète et s'il est vrai que les chefs communistes aient dû abandonner le Foukien et la plus grande partie du Kiangsi qu'ils occupaient depuis 5 ans, il n'est pas dit que les forces rouges soient anéanties. Il est certain que battant en retraite par colonnes séparées, les troupes rouges ont gagné d'autres régions pour y semer la panique, la désolation et la mort.

Pour leur barrer la route, le généralissime Chang Kai Chek donna l'ordre au général Liu Siang d'envoyer 5 divisions sur le Ukiang au nord du Setchouen, la ville de Tchou-King étant l'objectif des Rouges.

Des informations plus récentes annoncent que dans la première quinzaine de février (1935), le nord du Kueichou et le sud du Setchouen étaient pratiquement dégagés de la menace communiste, le gros des forces

rouges s'étant réfugié au nord-est du Yunnan. S'apercevant que les Rouges se disposaient à traverser la rivière Kin-cha, entre Suikiang et Yungchan dans le nord du Yunnan, le général Lung Yun, gouverneur de la province et commandant en chef de la 2^e armée ordonnait aux magistrats des deux districts de réquisitionner tous les bateaux pour empêcher les communistes de se diriger vers le sud-ouest du Setchouen.

D'autre part, l'on apprend que différentes colonnes de la 2^e armée ont opéré leur jonction avec les brigades du Setchouen commandées par le major-général Kuo Hsun-chi à la frontière Yunnan-Setchouen pour encercler les Rouges commandés par Tchou Teh et Mao Tse-tung.

Fatigués par la poursuite des troupes régulières et ayant subi de lourdes pertes, les Rouges comptaient se reposer dans le nord du Yunnan; mais sous la pression des troupes yunnanaïses, ils ont dû fuir vers le Kin-Ho.

Chang Kai Chek qui veut en finir avec les Rouges s'inquiète de voir les troupes gouvernementales s'attarder dans certaines régions, y gaspiller l'argent sans résultats décisifs, aussi, dans une circulaire adressée aux généraux du Houpe, exprime-t-il son vif mécontentement. Le généralissime enjoint donc à ses officiers d'en finir avec « ce qui reste » de communistes avant le mois d'avril, à la frontière du Houpe, du Honan et du Nganhoui; que s'ils n'exécutent pas cet ordre

dans le délai prescrit, ils seront tenus personnellement responsables.

Les sources soviétiques démentent ces succès; elles proclament même des victoires de la I-re armée rouge chinoise qui aurait écrasé les troupes gouvernementales du général Liu-Siang et fait 30.000 prisonniers.

Culbutant ensuite les armées gouvernementales elle aurait occupé toute une série de districts au nord du Setchouen; faisant ensuite diversion vers le sud, l'armée rouge chinoise aurait brisé l'offensive des troupes du général Liu-Siang évaluées à 100.000 hommes sous les murs de Kai-Kiang.

Le généralissime Chang Kai Chek sera-t-il de taille à abattre les forces rouges qui depuis 15 ans rançonnent le pays?... Il est permis d'en douter, car la vague communiste chinoise, sans cesse alimentée par l'armée d'agitateurs que le Komintern de Moscou lui envoie saura, comme au temps de la révolution russe bolcheviste, tirer parti à son profit, de la cupidité, des illusions des masses, des convoitises individuelles et des haines.

Coupée de la Chine septentrionale par l'occupation japonaise de Dolon-nor et de Kalgan, arrêtée aux confins du Gobi par les avant-postes nippon-mandchous, la propagande bolcheviste continuera à déferler à travers le Sin-Kiang et le Kansou pour gagner la riche province du Setchouen devenue le champ d'action des bandes rouges chinoises.

A. Dumoulin.

Historique de l'idée de la Confédération Caucasienne

L'on n'a pas oublié que le 14 juillet 1934, les centres d'Azerbaïdjan, du Caucase du Nord et de Géorgie ont signé à Bruxelles un pacte de Confédération du Caucase, tout en réservant une place dans ce pacte à la République d'Arménie. Dans le même temps, le Comité d'indépendance du Caucase lançait une proclamation dans laquelle il déclarait qu'une conférence serait convoquée pour l'élection d'un nouvel organe confédératif caucasien.

Point n'est besoin de souligner l'importance de l'accord réalisé, d'autant plus que cette question a été suffisamment élucidée dans la presse. Quiconque suit le développement de l'idée de Confédération du Caucase ne doit pas oublier l'expérience historique dont a été l'objet cette idée dans le passé.

Le 11 novembre 1917, à Tiflis, après la chute en Russie du gouvernement provisoire et la prise de pouvoir par le Conseil des commissaires, eut lieu une réunion des délégués des organisations publiques de Transcaucasie. C'est là que fut organisé un pouvoir régional sous le nom de Commissariat de Transcaucasie. En faisaient partie les représentants de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie.

Ce pouvoir ne devait subsister que jusqu'à la convocation de la Constituante pan-russe et bien qu'il n'eut point en vue l'idée d'une séparation du Caucase d'avec la Russie et la création d'une Confédération caucasienne, il n'en était pas moins un germe caché de l'indépendance du Caucase et de sa

constitution sur des bases fédératives. Et de fait, la convocation par le commissariat de Transcaucasie d'une Diète de Transcaucasie dont firent partie les membres de la Constituante délégués par la Transcaucasie et les représentants des divers partis, déclara la Transcaucasie république fédérative indépendante (9 avril 1918).

La république de Transcaucasie eut une existence éphémère. Le 26 mai 1918, la Géorgie proclame son indépendance ; le 28 mai, l'Azerbaïdjan et l'Arménie la proclamaient à leur tour. Cependant, malgré la dislocation de la Transcaucasie, l'idée d'une Confédération caucasienne continuait à subsister.

Le 9 avril 1920 s'ouvrit à Tiflis la Conférence des Républiques de Transcaucasie, convoquée principalement pour discuter, conformément à l'initiative prise par le gouvernement azerbaïdjanien, la question de constituer une Confédération de toutes les républiques.

L'occupation de l'Azerbaïdjan par les troupes bolchevistes, le 27 avril 1920, mit fin aux travaux de la Conférence.

A cette Conférence prirent part les personnalités suivantes : au nom de l'Azerbaïdjan : M. Agaev, membre du parlement azerbaïdjanien, président de la délégation ; Khan Khoïski ministre des Affaires étrangères ; M. Vekilov, représentant diplomatique de l'Azerbaïdjan près le gouvernement de Géorgie, et M. O. K. Naïman Mirza Kritchinski,

suppléant du ministre de la Justice. Au nom de l'Arménie : M. S. G. Mamikonian, président de la délégation ; le ministre des Affaires étrangères, M. A. J. Ogandjanian ; le représentant diplomatique d'Arménie près le gouvernement de Géorgie, M. T. A. Bekzadian ; et M. S. A. Khatchatourian, membre du Parlement arménien. Au nom de la Géorgie : M. Gueguetchkori, ministre des Affaires étrangères, président de la délégation ; M. G. S. Lordkipanidze, ministre de la Guerre ; M. G. F. Makharadze, représentant de la Géorgie près le gouvernement d'Arménie ; et M. Tevzaïa, membre de la Constituante de Géorgie.

La question de la Confédération des trois républiques, posée en premier lieu par la délégation azarbaïjanienne, ne fut mise à l'ordre du jour qu'en dernier lieu ; elle ne put de ce fait être discutée, la Conférence ayant dû interrompre ses travaux.

Cependant, comprenant la nécessité de renforcer les liens qui existaient entre les trois républiques, la délégation azerbaïdjanienne proposa de décréter aussitôt la création d'un organe international permanent entre ces trois Etats sous le nom de « Conseil des Républiques de Transcaucasie ». Le projet de ce Conseil fut élaboré et présenté à la Conférence par M. O. K. Naïman-Mirza-Kritchinski, membre de la délégation azerbaïdjanienne.

Les statuts du Conseil des Républiques de Transcaucasie contenait les 24 articles suivants :

1. En présence de leur communauté d'intérêts, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie fondent un organe international permanent entre pays intéressés, sous le nom de « Conseil des Républiques de Transcaucasie.

2. Le Conseil a pour tâche :

a) De veiller à la sécurité de la Ré-

publique, à son indépendance et à sa neutralité ;

b) De veiller à l'exécution des jugements rendus par le tribunal d'arbitrage en ce qui concerne les conflits entre républiques ;

c) De veiller à l'observation des traités entre républiques ;

d) D'élaborer des projets de traités entre républiques ;

e) De s'efforcer à résoudre à l'amiable les incidents qui peuvent survenir entre les républiques ;

f) De donner son avis lorsqu'il sera fait appel à lui par les gouvernements des diverses républiques.

3. Les décisions du Conseil ne limitent en aucune façon la souveraineté des diverses républiques ; elles sont mises à exécution par voie de mesures prises par ces dernières.

4. Le Conseil est composé de douze délégués des républiques.

5. Chaque république envoie quatre délégués au Conseil ; deux d'entre eux sont nommés par l'Assemblée des représentants et deux par le gouvernement.

6. L'Assemblée des représentants et le Gouvernement de chaque république nomment en outre un suppléant du délégué ; elle fixe la manière dont ces suppléants sont appelés par le président des délégations pour occuper les places vacantes.

7. Les délégués et leurs suppléants sont nommés pour un an ou pour la durée de la session du Conseil ; ils conservent leurs fonctions jusqu'à l'élection de nouveaux suppléants, à moins que leur mandat soit prorogé.

8. Font partie du Conseil de par leurs fonctions, le ministre des Affaires étrangères de chaque république et leurs représentants diplomatiques près chacune desdites républiques. En font également partie, lorsqu'il s'agit de la

défense nationale, les ministres de la Guerre ou leurs représentants, lesquels sont nommés par les gouvernements respectifs.

9. Les délégués et leurs suppléants sont payés par leurs républiques respectives.

10. Les délégués et leurs suppléants jouissent de la même immunité et privilèges que les députés de l'Assemblée des représentants de la République dans laquelle ils habitent.

11. Le Conseil se réunit en sessions ordinaire et extraordinaire.

12. Les sessions habituelles du Conseil ont lieu tour à tour dans les capitales de chaque république six fois par an, les mois impairs ; elles durent quatre semaines.

13. La session extraordinaire du Conseil se réunit à Tiflis entre les sessions ordinaires, à la demande de deux Républiques.

14. La désignation des lieux de réunion des sessions ordinaires du Conseil est fixée en accord avec les gouvernements des républiques ou, à défaut, par voie de tirage au sort.

15. La convocation du Conseil se fait par l'intermédiaire du ministre des Affaires étrangères de la république dans laquelle se trouve la ville où siègera la session.

16. La présidence du Conseil et la direction des affaires relèvent du président de la délégation de la république dans laquelle se trouve la ville où siègera la session.

17. Les séances du Conseil sont reconnues effectives avec la présence d'au moins trois délégués de chaque république.

18. Pour toute décision du Conseil, l'assentiment des délégations de toutes les républiques est indispensable.

19. Les délégués de chaque république ont droit à une voix au Conseil.

20. Le Conseil a le droit d'inviter des experts à ses séances afin d'y entendre leurs décisions.

21. D'après la règle générale, la réunion du Conseil est publique. Exception à cette règle peut être faite en vertu d'une décision du Conseil pour chaque fait individuel.

22. Les décisions concernant les détails des affaires du Conseil sont l'objet d'une instruction élaborée par le Conseil lui-même.

23. Tout complément ou modification apportés au règlement du présent statut dépend du Conseil.

24. Le Conseil cesse toute activité au cas où il en déciderait ainsi ou bien au cas où l'une des républiques renoncerait à une collaboration ultérieure.

Le projet ci-dessus exposé ne donna lieu à aucune objection sérieuse et après quelques rectifications ayant pour but de limiter la compétence du nouvel organe, il fut adopté par la Conférence le 22 avril 1920.

La création du Conseil des Républiques de Transcaucasie fut un grand pas vers la Constitution ou, pour mieux dire, vers le rétablissement de la Confédération. Cependant, quatorze années furent encore nécessaires pour que l'idée de la Confédération caucasienne fut reconnue par l'immense majorité des peuples du Caucase. Nous sommes convaincus qu'après la douloureuse expérience de l'occupation du Caucase par la Russie Soviétique, les peuples du Caucase sauront apprécier l'importance de l'idée de la Confédération du Caucase dans la question de la conquête de la liberté et de son indépendance.

O. N. M. Kritchinski.

La déviation nationale dans l'Azerbaïdjan soviétique

Le 11 mars dernier, le « Comité d'amitié des peuples du Caucase, du Turkestan et de l'Ukraine » sous la présidence de M. A. Choulguine organisait une Conférence à l'Hôtel des Sociétés Savantes, consacrée à « l'Ouklonisme » autrement dit, à la « déviation nationale dans l'Azerbaïdjan soviétique ». Le conférencier, M. E. B. Resoul Zadé, homme politique azerbaïdjanien connu intéressa vivement l'auditoire par l'abondance des matières et par leur présentation. Il en sera donné ci-dessous un aperçu :

Après avoir brossé un tableau de la situation politique de l'Azerbaïdjan et signalé l'apparition d'ouklonistes parmi les communistes et la société soviétique d'Azerbaïdjan, M. Resoul Zadé poursuit :

Il n'est pas sans intérêt de souligner les conceptions théoriques des déviateurs actuels d'entre les communistes azerbaïdjanais. Dans le but de combattre la conception idéologique touchant à la question nationale, objet d'une polémique avec les moussavattistes, les communistes s'efforçaient de prouver que pour la création d'une nation unifiée il ne suffisait pas d'avoir une langue, une culture, une religion communes, que ces principes ne sont point des motifs car eux-mêmes sont le résultat d'une vie de cohabitation économique commune.

Partant de ce principe, au point de vue théorique, les jeunes communistes en arrivent, au point de vue pratique, aux mêmes conclusions que les nationa-

listes. Ainsi, prenant en considération l'unité économique et les possibilités matérielles de l'Azerbaïdjan ils se dressent, en s'appuyant sur l'interprétation marxiste contre l'exploitation économique de l'Azerbaïdjan par la Russie. Lors du Congrès des jeunesses communistes d'Azerbaïdjan à Bakou en 1928, les jeunes communistes-déviateurs demandaient avec insistance : Où va notre naphte ? Que fait-on de notre coton ? A qui envoie-t-on notre soie, notre caviar, etc ? Comment se fait-il que l'Azerbaïdjan ne possède point un budget en rapport avec ses richesses naturelles ? (*Zaria Vostoka* du 11 sept. 1928).

Un groupe de communistes d'Azerbaïdjan avec quelques commissaires en tête avancèrent une thèse en vue de revoir la constitution soviétique afin de garantir à l'Azerbaïdjan une situation de premier plan au point de vue économique, afin que les matières premières d'Azerbaïdjan puissent servir aux besoins de l'industrie azerbaïdjanienne.

Au Congrès du parti communiste d'Azerbaïdjan qui eut lieu cette même année 1928 à Bakou, M. Mirzoïan, caractérisant ces revendications économiques des communistes azerbaïdjanais, déclarait non sans raison que cette *tendance économique conduirait infailliblement à l'indépendance politique; en d'autres termes, qu'elle conduirait à la rupture de tout lien avec le prolétariat russe* (ibidem).

Pour empêcher cette éventualité, le centralisme moscovite, en dépit des

éléments, s'efforce de tenir l'Azerbaïdjan dans une étroite dépendance de Moscou. Dans ce but et par des moyens artificiels, il transforme l'Azerbaïdjan en pays uniquement exportateur de matières premières en Russie.

La lutte sur le front national comporte des heures décisives, lorsque des communistes repentants, en lutte contre le régime moscovite ne craignent point de se laisser aller à des actes plus énergiques dont ils prenaient audacieusement toute la responsabilité. Il en est, parmi les communistes qui, du fait d'avoir eu des rapports illégaux avec des organisations nationales clandestines durent subir la punition suprême.

A l'époque des troubles paysans, dirigés contre la collectivisation en masse et qui dégénéra en insurrection au cours des années 1931 et 1932, insurrection ayant un caractère non seulement anti-soviétique, mais anti-russe, les soldats rouges locaux passaient en masse dans le camp des insurgés ; la milice de son côté n'était point sûre, pas plus que les communistes locaux et leurs partisans. Les orateurs soviétiques en firent maintes fois la remarque dans les réunions de parti en Transcaucasie. L'un de ces orateurs, certain Tchaplina, parlant des « cadres ruraux » du parti communiste déclara leur conduite « révoltante ». Le fait, dit-il, qu'à Noukha, au cours du soulèvement, de nombreux communistes et des komsomols nous trahirent, en passant dans les rangs des insurgés, nous oblige à souligner une fois de plus, que le noyau principal du parti doit être choisi uniquement parmi les éléments les plus fidèles, les plus éprouvés au cours des derniers combats. (Harardian Aïestan).

Le fait de trahison des komsomols (jeunesses communistes) dont l'ora-

teur confirme indirectement les informations recueillies concernant une dizaine de ces jeunes communistes qui, ayant gagné la montagne, se battirent admirablement contre les tchékistes lancés à leur poursuite ; cernés, ils se défendirent jusqu'à la mort, gardant pour eux leur dernière cartouche. A la tête de ce petit groupe se trouvait Moursal Ibat Oglou.

Qu'il nous soit permis ici de faire diversion et de rappeler un fait d'importance, remarqué dans les tendances des déviateurs locaux. Tout comme dans les deux aspects du patriotisme azerbaïdjanien (patriotisme clandestin au pays natal et émigration nationale) les déviateurs reconnaissent que pour mener la lutte à bonne fin, tous les peuples du Caucase doivent être solidaires. Ce n'est que d'un commun effort que les peuples du Caucase se libéreront de la Russie. Aussi l'idée d'une Confédération caucasienne, indépendante de la Russie, défendue en toute sincérité et d'une manière pressante par les organes de l'émigration, trouve-t-elle en même temps un bien vif écho dans toutes les couches de l'Azerbaïdjan.

Sur le front anti-moscovite se trouvent réunis non seulement des éléments nationaux du Caucase clandestin, mais encore l'opposition communiste. Les faits sous ce rapport sont suggestifs ; ils montrent qu'un front unique, constitué par les communistes et les déviateurs existe réellement.

Au temps de ce qu'on appelle l'opposition Lominadze qui eut lieu en 1930, un groupe de communistes azerbaïdjanais, géorgiens et arméniens sous la direction de M. Lominadze lança, au nom du Comité régional de Transcaucasie et du parti communiste de l'Union un appel à tous les membres les invitant à protester contre les tendances

chauvines et centralisatrices des communistes russes. Cet appel soulignait notamment que le développement du nationalisme grand-russien, aussi bien dans le parti que dans le pays des Soviëts est de beaucoup plus dangereux que les manifestations de nationalismes locaux.

Le chauvinisme russe, à tendances centralisatrices, selon les auteurs de l'appel se manifeste dans les questions d'Etat par l'ignorance des intérêts et des particularités spécifiques aux républiques nationales de l'Union soviétique, pas les persécutions contre les cultures nationales des peuples faisant partie de la Fédération de Transcaucasie et aussi, par la « théorie » de la fusion rapide dans le sein de la Fédération de Transcaucasie des trois parties qui la constituent.

Dans cette théorie, les auteurs de l'appel crurent voir une manoeuvre bureaucratique de l'administrateur fonctionnaire qui met les buts politiques de direction au-dessus des intérêts de la politique nationale du socialisme. Les chauvins russes considèrent les communistes locaux comme des « nationaux — communistes » ne méritant aucune confiance. Bien que s'élevant contre le nationalisme local, l'appel portait en lui un caractère nettement antisoviétique. (*Vskhoud* IV No 3-4 p. 62).

L'idée de patrie caucasienne s'empare non seulement des politiciens oppositionnaires, mais aussi des écrivains ayant assez de courage pour rompre avec l'idéologie dominante du communisme. Parmi les jeunes écrivains qui, démonstrativement, ont quitté l'association des poètes prolétariens il faut citer l'Azerbaïdjanien Elmassa Ildyrym dont les conceptions sur le Caucase sont poussées jusqu'au culte de

la plus haute création poétique. Il ne faut pas oublier que « l'ouklonisme » (déviation) n'est pas le fait du seul pays soviétique. Il est universel, tout comme le centralisme bolchévik qui l'a créé. De même qu'a existé un groupe de Khanboudag en Azerbaïdjan, l'on trouve un groupe dit d'Effendiev au Caucase du Nord, de Raskoulev au Turkestan, de Sultan-Galiev en Idel-Oural, c'est-à-dire à Kazan, de Skrypnik en Ukraine, d'Ibrahimov en Crimée, etc. Toutes ces déviations, ces divers « ouklonismes » procèdent d'une même méthode, ont une seule et même aspiration : mettre à profit les principes du fédéralisme soviétique contre le centralisme communiste afin de défendre l'autonomie nationale et son indépendance contre les visées de la dictature moscovite.

Mais ce n'est pas seulement là-bas qu'agissent ces forces contre le centralisme-communiste. L'émigration nationale possède également une méthode unique de lutte qu'utilisent aussi d'autres forces qui combattent avec d'autres moyens pour d'autres aspirations que les nôtres, le régime abhorré.

Ici encore nous sommes en présence d'un front unique des peuples opprimés par l'impérialisme russe !.. »

Concluant, le conférencier crut devoir lier le thème ainsi développé avec l'actualité ; il s'exprima ainsi :

« Si en Russie même, le pouvoir communiste en lutte contre les paysans s'orienté tantôt sur la droite, tantôt sur la gauche et que de ce fait, il a suscité dans ses rangs diverses déviations dans les questions socialo-économiques, il est clair que dans les régions de la périphérie ces déviations ont pris une forme politico-nationale, car dans ce cas, l'opposition socialo-écono-

mique en tant qu'opposition coïncide nettement avec l'action nationale.

Lorsque le pouvoir soviétique dressant bien haut l'étendard de la révolution mondiale proclama la libération du prolétariat international tout en déclarant la guerre à tous les impérialistes au nom de l'affranchissement de toutes les nationalités opprimées, un certain enthousiasme jaillit des coeurs d'une partie des intellectuels à tendances révolutionnaires de l'ancien empire russe. Ils étaient prêts, ces coeurs inflammables à sacrifier les richesses matérielles de leur pays pour la réalisation du glorieux idéal qui devait faire le bonheur du genre humain avec celui de leurs concitoyens.

J'ai déjà souligné au début qu'en Azerbaïdjan et dans toutes les républiques turques soviétiques de l'U. R. S. S., en général, la plupart de ceux qui passaient aux bolchéviks agissaient pour des motifs purement politiques.

Le recul de tactique du pouvoir soviétique de l'idée de la révolution mondiale, sa réconciliation diplomatique avec les puissances capitalistes et son mot d'ordre « le socialisme dans un pays » amenant ainsi par voie d'évolution la dictature communiste vers un « patriotisme soviétique » a servi de motif à un glissement considérable et à une crise profonde dans la conscience des éléments communistes.

Etait-il nécessaire de supporter tant de privations, de faire tant de sacrifices au nom de la lutte contre l'impérialisme mondial avec un régime d'après-guerre instauré par le traité de Versailles et la Société des Nations, cette « association de brigands internationaux » pour employer l'expression favorite des bolchéviks, et en venir à entrer comme membre de cette

famille et se poser en défenseur du système de Versailles, de l'ordre et du droit international ? !

Etait-il nécessaire de sacrifier les intérêts vitaux de son pays natal, de sa patrie au nom de la négation de toute patrie, de toute nation pour en venir, quelques années plus tard à crier — vive le patriotisme, serait-il soviétique ? !...

Nul n'ignore que le nouveau mot d'ordre patriotique du pouvoir soviétique visant à l'union des masses populaires autour de la dictature atteint difficilement son but. Il est vrai que ce mot d'ordre peut créer un esprit nationaliste parmi les nationaux-communistes grand-russiens, comme cela s'est vu maintes fois. Tout récemment encore, les *Izvestia* de Moscou écrivaient : « La carrière militaire est à l'honneur, le patriotisme est à la mode ». Mais ce mot d'ordre sert également à renforcer la déviation nationale. Ce patriotisme-là chez les communistes n'a pas une origine russe. La « mode » dans ce cas ne répond pas entièrement aux désirs de Moscou. En voici un exemple : un certain nombre de communistes orthodoxes azerbaïdjanais, sincèrement dévoués, semble-t-il à Moscou, s'en sont éloignés, d'abord vers le « trotskisme » et, par la suite, vers ce même « nationalisme » sous forme de « moussavatisme », voire même « d'ouklonisme » qu'ils ont eux-mêmes combattu. L'un d'eux, M. Gabib Djabiev, rédacteur du journal « Le Communiste » paraissant à Bakou en langue turque et dont il a été fait allusion ci-dessus, en est venu au point qu'au cours d'une réunion publique, ayant perdu l'équilibre mental, il giffla le rédacteur d'un autre journal communiste, le *Bakinski Rabotchi*, paraissant en russe, M. Maltousov en lui di-

sant : « Colonisateur ! il faudrait vous chasser tous d'Azerbaïdjan !... »

L'on devine aisément que le colonisateur Maltoussov est resté, alors que M. Djabiev a été chassé d'Azerbaïdjan !...

Si les jeunes communistes d'Azerbaïdjan, au moment du « cosmopolitisme soviétique » criaient où envoie-t-on notre naphte ? et si quelques commissaires d'entre les communistes azerbaïdjanais songeaient à un projet spécial garantissant au pays une activité économique propre et si quelques autres, deçus dans leurs espoirs, tels ce M. Djabiev, ont commencé à donner des giffles aux colonisateurs, que penser du moment actuel ? Qu'advient-il à présent lorsque le mot d'ordre du jour est le « national-communisme » dans sa forme la plus pure, lorsque toute la communauté soviétique ne cesse de parler de « patriotisme » ? Ne sommes-nous pas en droit d'attendre un renouveau d'élan dans les rangs des « ouklonistes » azerbaïdjanais ?...

Et cet élan se limitera-t-il aux seuls Azerbaïdjanais ?... Qu'on en juge !

Le présent rapport venait d'être terminé lorsqu'on apprenait que les conjonctures actuelles donnaient une nouvelle impulsion à l'ouklonisme. Le nouveau chef du gouvernement d'Azerbaïdjan, M. Rahmanov, présenta au dernier congrès des Soviets à Bakou, au début de janvier de cette année, un rapport gouvernemental dans lequel, notamment, il parlait aussi des ouklonistes azerbaïdjanais. Ces déviateurs, selon les déclarations du chef dudit gouvernement demandent la turkisation de l'industrie de Bakou et exigent que les ouvriers russes soient remplacés par des ouvriers turks. Cette re-

vendication est présentée sous une forme assez habile et sur une base théorique : Dans le pays où la masse des paysans est exclusivement composée d'éléments appartenant à une seule nationalité, disent-ils, il n'est pas admissible que les ouvriers des villes soient en majorité d'une autre nationalité.

Au point de vue du développement méthodique de l'union des ouvriers et des paysans en Azerbaïdjan il convient de signaler un obstacle : c'est que le centre prolétarien de Bakou est en majorité constitué par des ouvriers russes ce qui différencie au point de vue national la ville de la campagne, empêchant par cela même l'heureuse socialisation du pays. De là, l'indéniable nécessité de turkiser l'industrie de Bakou.

Résumant ce qui vient d'être exposé l'on peut dire ce qui suit :

Privé de ses bases sociales et de ses racines idéologiques en Azerbaïdjan, le communisme se maintient dans ce pays, uniquement en s'appuyant sur les forces d'occupation de l'armée russe soviétique.

L'occupation de l'Azerbaïdjan par les Soviets a été favorisée, en grande partie, par une situation politique défavorable et par les mots d'ordre démagogiques du bolchévisme en matière de politique nationale et coloniale.

En dépit des représailles exercées par les autorités d'occupation à l'égard des éléments nationaux l'esprit anti-russe et anti-communiste du pays crée de nouvelles forces qui, s'adaptant à la situation actuelle posent, sous de nouvelles formes, les problèmes nationaux.

Poursuivant sur le terrain idéologique la réalité nationale aussi bien en

politique que dans le domaine culturel, le pouvoir soviétique est obligé, pour des raisons de tactique, de supporter certaines formes extérieures nationales. La force potentielle du peuple azerbaïdjanien, hostile aux tendances impérialistes de l'étatisme russe et à ses différents aspects idéologiques, profite de la situation pour s'efforcer de compléter les formes extérieures nationales et les amener à leur niveau intérieur. Ces dispositions se manifestent sous forme de lutte que soutient le fédéralisme soviétique contre le centralisme communiste.

Avec l'éloignement du pouvoir soviétique des idéaux romantiques « de la révolution mondiale » et avec son rapprochement des intérêts réels de la « Patrie soviétique », se développe un *esprit nationaliste parmi les communistes russes* et cet état d'esprit, à son tour, *suscite un sentiment de patriotisme parmi les communistes non-russes, que l'on désigne sous le nom de « ouklanisme national ».*

On peut juger de la force de cet ouklonisme national en Azerbaïdjan par l'existence au sein de la structure sociale, culturelle et historique du pays,

— *d'un état d'esprit anti-russe et anti communiste.*

Dans le même temps, l'ouklonisme azerbaïdjanien étant l'une des formes de la lutte nationale se trouve, idéologiquement, lié avec l'ouklonisme des autres peuples non-russes de l'Union soviétique ; or, ces peuples sont tous en lutte contre l'impérialisme russo-bolchévik.

Si l'on se base sur les faits ci-dessus exposés, se rapportant à la vie azerbaïdjanienne et aux déductions qui en découlent, nous pouvons affirmer, sans hésiter, que le pouvoir d'occupation qui par tous les moyens, depuis nombre d'années a sans répit anéanti les bases de l'idée nationale des peuples asservis de l'Union soviétique n'a pas atteint son but.

Au lieu des forces qu'il a anéanties, de nouvelles forces, poussées par la vie même et la marche de l'histoire, ont jailli, et ces nouvelles forces se dressent contre ce pouvoir abhorré.

Et cela fait honneur au mouvement national libérateur ; *en cela réside notre force, celle des champions, fidèles et inébranlables, de la plus glorieuse idée de notre siècle ! ».*

Economie de la Russie soviétique

Ces derniers temps on a pu voir se dérouler à Moscou toute une série de sessions et de congrès de « parade » de parti et d'Etat. La presse soviétique continue invariablement à nommer ces assemblées de « parade », assemblées « historiques » du fait qu'à certaines d'entre elles l'on y établit les résultats du plan quinquennal, alors qu'à d'autres l'on y ébauche la voie du développement ultérieur de la construction socialiste au pays des Soviets, sa politique intérieure, sociale et extérieure.

La presse soviétique du parti est remplie d'articles et de chiffres qui exaltent les « succès » obtenus jusqu'à présent dans tous les domaines. Le temps n'est pas venu d'examiner en détail la véracité de ces « réussites », de faire un rapprochement entre les résultats obtenus et les sacrifices qu'ils ont entraînés et de démontrer jusqu'à quel point ce qu'on appelle « construction socialiste » repose sur des bases solides.

Pour les gens avisés, au courant de cette construction socialiste qui s'efforcent d'apprécier en toute objectivité les suites qu'elle comporte pour toute la population asservie, pour qui connaît même, ne serait-ce que d'après les comptes rendus soviétiques, les lacunes que le pouvoir soviétique n'a pu cacher, l'éloquence actuelle ne saurait les convaincre. L'on ne saurait nier cependant que le travail forcé des peuples asservis n'ait point laissé de traces : il est possible qu'on ait beaucoup construit, que beaucoup ait été fait en matière d'industrialisation, person-

ne ne saurait le nier. Il serait insensé de croire que dans un pays possédant une si forte population de peuples subjugués, des ressources et un pouvoir de contrôle illimités sur le travail de ses sujets, l'on n'arrive point à des résultats tangibles. La question n'est pas dans l'existence d'un nombre plus ou moins grand de nouvelles entreprises, de fabriques, d'usines, de mines, etc., mais dans le fait de savoir si les sacrifices demandés pour atteindre ces résultats répondent à l'effort de construction, au bien-être matériel et spirituel de la population des campagnes et des villes. Sous ce rapport, en dépit des habituelles vantardises et des éloquents discours des gens du parti communiste, l'on peut se faire une idée de la situation d'après l'intéressant tableau que présente le 2^e congrès des kolkhoziens de choc qui vient de prendre fin à Moscou. Les déclarations faites au congrès ont permis de juger de l'importance que représentent aujourd'hui les divers groupes dans les campagnes et des nouveaux rapports qui existent entre les autorités et la campagne. Mais ce serait une grave erreur de croire que ce congrès représentait effectivement la paysannerie dans son ensemble, les peuples asservis de l'Union, qu'il reflétait les aspirations des masses campagnardes de la Russie des Soviets, les conditions de la vie, etc. L'on ne saurait même, en dépit des affirmations des autorités, appeler ce congrès un congrès de paysans ; ce n'était même pas un congrès de paysannerie, mais un congrès de « nota-

bilités » de campagne. Sur 85 millions de kolkhoziens, 1.500 d'entre eux avaient été choisis, kolkhoziens de choc, ayant la confiance des autorités et du parti communiste de l'Union. C'était ni plus ni moins un congrès d'administrateurs des kolkhoz, des présidents, brigadiers, gérants, des chefs de stations de tracteurs et de personnel de choc, choyés, couverts d'honneurs et gratifiés de récompenses. Et c'est ainsi que ce congrès refléta en premier lieu, les dispositions et aspirations de la nouvelle classe dirigeante en formation à la campagne; il refléta en même temps l'attitude du pouvoir envers cette nouvelle classe.

Nous avons maintes fois démontré que le processus de collectivisation de l'économie rurale entraîne la ruine complète des masses paysannes et que l'une des principales causes de cet état de choses résidait en ce que le pouvoir soviétique, par des mesures administratives, par les impôts etc., se saisit à des prix illusoire d'une grande partie des produits de leur travail; nous avons dit également que les projets d'industrialisation du premier et du second plan quinquennal se réalisent pour le compte des paysans frustrés dans leur travail et les produits de ce travail. Une telle politique prive les paysans du stimulant nécessaire à la production, entraînant ainsi la ruine complète de l'économie rurale.

Mais voici qu'une partie de ces nouvelles couches à la campagne, se trouvant plus ou moins liées avec le pouvoir qui les a placées aux postes de commandement, administratifs et économiques, ont commencé ces dernières années à se fortifier et à prendre conscience de leur force matérielle. Ces dernières années, à son tour, le pouvoir soviétique a eu la possibilité de s'appuyer dans chaque village, dans

chaque kolkhoz, sur une couche restreinte, il est vrai, mais entièrement dévouée à sa cause. Oui, le nombre de gens de « distinction » à la campagne est infime, il est vrai, mais c'est la partie la plus active et, ce qui est important, c'est qu'ils possèdent toute l'autorité que leur confère le pouvoir et l'appui que leur prête l'organisation du parti. Les récits pathétiques de certains délégués au congrès au sujet de l'aisance des kolkhoz reflète bien, à ne pas s'y tromper l'état d'esprit de cette nouvelle couche paysanne, car pour donner l'impression du développement considérable de l'économie kolkhozienne, il a suffi au pouvoir soviétique de choisir parmi les 240.000 kolkhoz, quelques kolkhoz modèles et de faire dans ces derniers un choix de un ou de deux kolkhoziens de choc par kolkhoz. Mais l'on comprendra que le tableau brossé au congrès après un pareil choix manque de sincérité et qu'il ne donne nullement une idée exacte de la campagne kolkhozienne. Pris individuellement, chaque cas est peut-être authentique, mais il ne montre pas les conditions effectives dans lesquelles vivent les masses paysannes des peuples opprimés. N'a-t-on pas vu des orateurs déclarer: « les kolkhoz pareils au notre ne sont pas nombreux; l'on en trouvera tout au plus un autre dans le rayon » (Sibérie occidentale). « Notre kolkhoz est le plus avancé, par contre il en est d'autres fort en retard avec des récoltes deux fois moindres que la nôtre » (Crimée). C'est ainsi que parlent également les représentants de la région de Dniepropetrovsk, de Kiev, de Tcheliabinsk, de l'Oural, de la Volga, etc. Très caractéristique, au point de vue des oscillations de la politique générale soviétique le fait que dans les milieux di-

rigeants de la dictature des tendances à s'appuyer sur les kolkhoziens de choc pour la réalisation d'une politique paysanne semblent se manifester. Il est possible que la confiance en cette couche et en son influence positive à la campagne ait incité le pouvoir soviétique à proclamer les élections aux soviets égales et secrètes. Toutefois, prenant en considération les suites très graves d'une situation inquiétante des larges masses paysannes asservies, le pouvoir soviétique a cru devoir inclure dans le statut des kolkhoz la légalisation de l'enclos individuel et une sensible augmentation du bétail et de la volaille au profit du kolkhozien, non seulement pour son usage personnel, mais aussi pour la vente sur le marché.

Bien que d'une manière plus discrète, le pouvoir soviétique a dû aussi s'occuper des intérêts du kolkhoz en tant que collective. Si l'on fait un rapprochement entre le premier et le deuxième congrès des kolkhoziens l'on constate qu'au premier existait une tendance vers le renforcement des droits de l'Etat au préjudice des droits des kolkhoziens vers une augmentation des livraisons des céréales à l'Etat et des proportions des fonds des kolkhoz. Diminution de la part destinée au fonds indivisible et augmentation de la part à distribuer par les kolkhoziens eux-mêmes au deuxième congrès. Renforcement de l'autorité de l'administration et des brigadiers avec droit d'infliger des amendes jusqu'à l'exclusion du kolkhoz — au premier congrès; renforcement de l'autorité des assemblées générales, droit pour les assemblées générales d'exclure et de blâmer la direction et les brigadiers du fait d'avoir infligé de trop fortes amendes — au deuxième congrès. Lors du premier congrès

le mot d'ordre était: lutte contre les tendances *antigouvernementales* des kolkhoziens qui s'efforçaient de soigner leur propre exploitation; actuellement — large concession à ces mêmes tendances des kolkhoziens.

Tout en s'efforçant d'atténuer le mouvement qui se manifeste parmi les masses paysannes asservies selon les exigences du moment afin de mieux tirer parti de son travail et de ses produits, le pouvoir soviétique n'a rien tenté pour donner satisfaction à ces masses dans la question des prix pour le blé qu'il prend aux kolkhoziens. En ce moment la question du prix du blé se dresse plus que jamais dans toute sa gravité devant chaque kolkhozien, devant chaque exploitant individuel. Et de nouveau au moment des semailles, les paysans doivent reprendre leur dur labeur avec l'amère conscience que le fruit de leur travail ira pour la plus grande part dans les greniers de l'Etat. Aussi est-il permis de douter que l'accord établi entre la couche très restreinte des kolkhoziens de choc, le pouvoir soviétique et le parti puissent faire sortir le pays de son état de misère et de ruine.

De toute évidence, personne n'attendait des miracles des discours oisifs des chefs du parti, mais les déclarations solennelles des notabilités soviétiques peuvent jusqu'à un certain point montrer l'inquiétude qui règne et qu'on ne saurait sous-estimer. C'est sous cet angle seulement que les discours prononcés aux congrès soviétiques présentent de l'intérêt. Nous ne nous attarderons pas ici sur les louanges à l'adresse des « grandioses réussites » dans le domaine technique, économique, culturel dont on ne cesse de parler dans les congrès, car il serait puéril de nier des faits tels que la création de nouvelles fabriques et usi-

33783

nes, l'augmentation du nombre de tracteurs et le « passage rapide » de l'économie rurale aux formes collectives pour apprécier à leur valeur relative les succès bolchéviks. Si la population, après 17 années d'économie socialiste a un impérieux besoin de produits alimentaires et de vêtements, si aux jours de grande fête l'on accorde des rations de pain plus importantes ou que l'on supprime les cartes de pain, cela suffit pour montrer le caractère du bien-être communiste. Vraisemblablement, aujourd'hui encore, alors que le système bolchévik s'est *renforcé, consolidé*, la nécessité de satisfaire aux besoins de l'individu comme tel, est moins que secondaire. La question des privations, des souffrances ne joue aucun rôle pour ledit système. L'expérience de l'industrialisation, de la collectivisation n'a d'autre but avant tout, que de soutenir le régime, la méthode de domination. Tous les sacrifices faits par le peuple, les individus en vue de grandioses expériences sont toujours considérés comme des quantités « négligeables » qui ne méritent même pas qu'on en parle. Les collectives, la classe, le parti, la dictature, voilà les idoles qui dévorent tout, qui excusent tout. Si la population ou une partie de cette population meurt de faim, si le citoyen soviétique s'estime heureux lorsqu'il reçoit un colis avec beurre et farine des pays « bourgeois » ce sont là de simples « bagatelles » qui ne sauraient en aucune façon porter atteinte à la construction socialiste, qui n'empêchent nullement de glorifier les « succès » du régime bolchévik et de leur opposer les « misères » qui assaillent les pays capitalistes.

Les discours de parade, la presse soviétique, accordent une grande attention à « l'effroyable » crise que tra-

versent les pays bourgeois et essaient de prouver que la bourgeoisie, sur le point de périr, ne voit d'autre issue que dans la guerre qu'elle prépare. Nous disons donc que tous ces discours « de parade » ne sont pas d'hier, qu'ils caractérisent le régime soviétique. D'une année à l'autre ce sont toujours les mêmes thèses, les mêmes discours avec cette même solennité.

Avec la meilleure volonté du monde, il serait difficile de trouver dans ces discours « de parade » le moindre fait caractérisant la réalité soviétique actuelle. Les chiffres et arguments sont présentés de telle sorte qu'il est impossible de se faire une idée exacte de la situation. Il n'est pas jusqu'au budget, impossible à analyser du fait de ce « facteur mystérieux » qu'est le rouble soviétique. Les rapports et les discours lus aux congrès n'ont d'autre but que de glorifier les « succès » soviétiques et de montrer que les ennemis et autres gens hostiles au plan quinquennal se sont lourdement trompés en préconisant son insuccès.

Un grand rôle est joué, dans les déclarations faites au congrès par le « sombre tableau » qui est brossé du prétendu effondrement de la vie économique et financière des pays capitalistes. Dans l'un des rapports du commissaire aux Finances, M. Grinko, une place d'honneur est accordée à la « faillite » des finances, et des valeurs dans les pays occidentaux. Mais le gérant des finances soviétiques se garde bien de dire ce que vaut réellement le rouble soviétique, quelle en est l'estimation en Occident, quelle différence existe entre les prix soviétiques sur le marché libre et dans les établissements commerciaux et les prix forts des autres Etats, pourquoi enfin les valeurs en voie « d'effondre-

ment » dans les pays étrangers sont si hautement appréciées en U. R. S. S. etc. En donnant un tel caractère à ces rapports et comptes rendus, le véritable visage des « succès » si bien dépeints perd toute sa valeur. Il en est tout autrement si l'on considère les giques, si l'on y cherche des matériaux giques si l'on y cherche des matériaux permettant de déterminer l'orientation ultérieure du bolchévisme russe. Sous ce rapport, les parades peuvent effectivement être appelées historiques ; elles montrent à tous ce qu'est le centre de gravité du problème social de la Russie soviétique, ce qu'est la clé de cette évolution grandiose qui amènera la suppression de l'économie paysanne individuelle et l'introduction de l'économie collective.

Les fréquents discours de MM. Staline, Molotov, Yakovlev, Kalinine, etc. ont clairement montré la question de la tâche d'une part, et celle de sa réalisation d'autre part. Dans ces discours se trouvent ébauchées les voies initiales des réformes, l'attitude de la population envers ces dernières, les obstacles semés sur leur route et les moyens pour les surmonter. D'après le schéma des chefs du communisme, l'économie paysanne individuelle ne saurait s'accomoder d'un régime soviétique et communiste, aussi doit-elle être supprimée. S'il en était autrement, la vague paysanne balayerait les fondements de la dictature du prolétariat, de l'industrialisation, etc. Et comme le danger était trop pressant, il a fallu précipiter le mouvement, supprimer les koulaks, c'est-à-dire les éléments paysans aisés en tant que classe et créer un type tout à fait nouveau d'économie rurale grâce auquel le parti communiste aurait la possibilité de réaliser sa tâche. Les chefs du communisme ont reconnu qu'en dépit

de toutes les rigoureuses mesures visant à l'extermination des koulaks et de la propriété, les kolkhoziens sont restés paysans avec une psychologie paysanne et leur ancien stimulant — l'économie rurale individuelle. Dans son discours, M. Staline a réduit à néant toutes les palabres sur les saboteurs, sur les koulaks qui se seraient faufileés par hasard dans les kolkhoz pour mettre obstacle au succès de l'expérience tentée.

M. Staline a déclaré sans ambages que les paysans - kolkhoziens, tout comme les anciens paysans individuels se refusent à livrer leur grain à l'Etat à des prix inférieurs au coût de la production. Du moment que le commerce existe sur le marché, serait-il kolkhozien, qu'il existe deux prix dont l'un insignifiant, établi par l'Etat et l'autre fixé par la demande et la proposition, il est évident que le kolkhozien « qui n'est pas un imbécile » (expression de M. Staline) fera tout son possible pour garder chez lui ses produits pour ne pas les livrer à l'Etat à des prix dérisoires.

Les paysans basent leurs calculs économiques sur le sabotage des opérations de stockage, sur le refus d'ensemencer les champs, sur la résistance aux autorités, etc. Le parti toutefois estime impossible pour le moment de supprimer complètement le commerce kolkhozien pour briser ainsi les calculs économiques des paysans ; il convient de conserver, serait-ce provisoirement, un stimulant quelconque pour les paysans, habitués qu'ils sont à vendre leurs produits. D'un autre côté, du moment que l'Etat ne peut fournir le blé et autres produits de la terre à la population des villes, il faut bien avoir un marché sur lequel les kolkhoziens peuvent vendre à des prix élevés ce que l'Etat leur laisse.

Ainsi le parti accepte un statut en vertu duquel les paysans des kolkhoz peuvent disposer du fruit de leur travail dans leur « propre intérêt ». Si la moindre possibilité se présente d'écouler le blé à des prix élevés ils se refusent à le livrer presque pour rien à l'Etat. Tout en supprimant tous les droits au propriétaire et toute liberté d'exploitation, le parti néanmoins laisse en guise de concession la possibilité problématique de vendre sur les marchés kolkhoziens après cependant avoir rempli toute une série de conditions et d'obligations.

Mais est-ce suffisant, ces survivances « bourgeoises » pour que les kolkhoz puissent se développer ? La réponse en est donnée dans le discours de MM. Yakovlev, Kalinine etc. Il paraîtrait que les kolkhoziens, en nombre de lieux, sans être koulaks ni saboteurs se refusent à travailler. M. Yakovlev cite certains cas où les kolkhoziens ne travaillent que quelques heures par jour, passant le reste du temps, pour des raisons diverses, à flâner.

Mais cette psychologie kolkhozienne a été bien mieux dépeinte encore par M. Kalinine lui-même ; il a raconté comment des kolkhoziens très laborieux, pensent bien plus à ce que les grains restent en leur possession dans leur kolkhoz et comment les — « patriotes » de leur exploitation se creusent le moins du monde la tête pour essayer de construire le socialisme, pour en fournir les moyens à l'Etat. Ils ne pensent qu'à eux-mêmes, qu'à leur village.

L'histoire de la lutte des Montagnards du Caucase du Nord avec les innovations du pouvoir soviétique est véritablement tragique ; elle est rem-

plie d'actes d'héroïsme qui reflètent, on ne peut mieux, non seulement la situation générale de toute l'Union soviétique, mais aussi la haine qui couve dans le coeur des masses populaires. Sous la défroque du kolkhoznik socialisé, l'individu a soif de vivre et il veut à tout prix jouir du fruit de son dur labeur ! La question se pose, décisive sur la manière dont va agir le pouvoir. Est-il possible de refaire la psychologie du paysan ? Peut-on faire travailler les kolkhoziens de la manière dont l'entendent les plans de la construction socialiste ?

Cette question est suivie d'une réponse « historique » — C'est possible et cela doit être ainsi !

Dès lors comment y arriver ?

La réponse qui en est donnée est claire et nette : Si en recourant à la force, à la violence, à la terreur l'on est arrivé à briser et à supprimer en partie la vague d'individualisme des classes urbaines, pourquoi ne pas en faire autant à l'égard de la campagne. Il ne faut seulement que mener la lutte contre toutes manifestations d'hostilité des paysans, contre toutes les particularités de la psychologie paysanne. Il faut par voie de choc rééduquer des millions de paysans avec le concours de détachements politiques spéciaux que l'on créera dans tous les villages et les hameaux. Ces sections politiques doivent être constituées par des communistes éprouvés, plus particulièrement par des komsomols. C'est à cette organisation des jeunes communistes qu'il appartient de fournir les centaines de mille de policiers qui auront pour tâche d'obliger les paysans à semer, à labourer et à livrer en temps voulu le fruit de leur travail à l'Etat.

Cette tâche gigantesque sera-t-elle remplie jusqu'au bout ? Sera-t-il possible par la terreur de briser non seulement la volonté, mais la psychique

semi-consciente de la masse paysanne ? — L'avenir nous le dira.

Ibrahim Tchoulïk.

Armée ukrainienne

(suite)

A Kiev la situation devenait inquiétante. Dans les meetings, les communistes faisaient ouvertement de la propagande contre le Parlement Ukrainien, la Rada Centrale Ukrainienne, contre la République « bourgeoise » Ukrainienne et haranguaient la foule en l'invitant à lutter contre l'indépendance du jeune Etat. Les bolchéviks évitaient pour le moment toute lutte armée, car il restait encore à Kiev une unité militaire — le Kich des Gaïdamaks qui achevait sa formation. Les volontaires qui s'y inscrivaient acceptaient de subir les plus dures épreuves et, par un serment solennel ils juraient de se battre pour l'indépendance de l'Ukraine jusqu'à la mort. A la tête de ces Gaïdamaks se trouvait Simon Petlura.

Il n'est pas sans intérêt de donner un court aperçu de la vie et de l'activité de cet homme que l'on vit plus tard à la tête de tout le mouvement ukrainien, qui devint son héros national et qui, en 1926, fut assassiné à Paris par un agent bolchévik.

Simon Petlura naquit en 1879 dans une pauvre famille près de Poltava. Il fit ses études secondaires au séminaire de Poltava; ensuite il s'inscrivit à l'Université, mais il ne put achever ses hautes études ayant été entraîné

dans le mouvement révolutionnaire de Russie en 1905. Simon Petlura entra dans les rangs des révolutionnaires ukrainiens qui s'opposaient au pouvoir russe. Il fit partie des différentes organisations ukrainiennes, collabora à plusieurs journaux, fut membre de quelques rédactions où il travailla avec toute l'énergie dont il était capable au développement du sentiment national de la population ukrainienne.

Pendant la grande guerre il occupa un poste important dans les services auxiliaires de l'armée active.

En 1917, au début même de la révolution russe, Simon Petlura s'adonne complètement à l'oeuvre de la renaissance de l'Ukraine; il travailla avec acharnement à l'organisation de l'armée ukrainienne. Le 1-er Congrès des combattants ukrainiens le nomma à la Présidence du Comité Militaire; il devient ensuite secrétaire général ou pour mieux dire ministre de la guerre. Au moment où l'armée rouge approchait de Kiev, Simon Petlura quitta son parti politique où cependant il jouait un rôle important, démissionne de son poste de ministre de la guerre et s'étant mis à la tête d'un détachement du Kich des Gaïdamaks il partit à la rencontre des armées rouges. Sa popularité grandit de plus en

plus parmi les soldats Ukrainiens au point que Simon Petlura devint l'âme de l'armée ressuscitée de l'Ukraine.

Nous terminerons ici sa biographie attendu que le lecteur pourra par la suite, au fur et à mesure des événements, se rendre compte du rôle de Simon Petlura dans le mouvement ukrainien et de sa valeur dans la lutte acharnée qu'il soutint contre Moscou. Nous dirons seulement que Simon Petlura qui n'était point un militaire de carrière, réussit cependant à grouper autour de lui tous les chefs bien connus, d'origine ukrainienne, de l'ancienne armée russe. Il nous suffira de mentionner le général de division breveté, Nicolas Younakov, commandant la 9-me armée russe, éminent professeur à l'Académie de l'Etat-Major Général de Pétersbourg, le général de division Delvig, inspecteur-général d'artillerie du front Sud-Ouest, éminent artilleur, le général Bobrovsky, des dizaines de généraux marquants et d'officiers d'Etat-Major, ainsi qu'un grand nombre de braves et actifs officiers de carrière qui se sont fait remarquer pendant la grande guerre.

Mais revenons à la situation assez confuse de notre front. Comme nous l'avons déjà dit, Kiev ne possédait qu'une unité en réserve, et cette unité achevait à toute allure sa formation pour partir au front. C'était le Kich des Gaïdamaks dont le chef fut Simon Petlura. La situation menaçante exigeait sa présence au front. Sans avoir entièrement terminé sa formation (il n'avait que 800 baïonnettes et une batterie de 4 canons) ce Kich des Gaïdamaks partit dans la direction de Bakhmatch afin de porter secours au Bataillon des Etudiants dont le sort est déjà connu de nos lecteurs. Le Kich des Gaïdamaks n'avait pas fait 8 kilomètres et atteint la station de

Darnitza que les bolchéviks déclanchaient dans la capitale l'insurrection communiste.

Pendant que près de Yagotyn sur la rivière Soupoï (direction de Poltava) le groupe de droite constitué par les éléments de l'Ecole Militaire, des Sitchovi Striltzi, du régiment Bogdan Khmelnicki, d'un régiment de cavalerie et d'autres unités peu importantes arrêtaient l'offensive des bolchéviks dans la direction de Bakhmatch ; après la résistance héroïque du Bataillon des Etudiants, qui fut d'ailleurs entièrement décimé, il n'y avait aucune unité capable de résister à l'avance des armées rouges. La route de Kiev était libre et le mouvement de l'ennemi menaçait de prendre en écharpe le groupe ukrainien de Yagotyn, ce que voyant, le Kich des Gaïdamaks s'avança dans la direction de Bakhmatch et prit position près de Bobryk. C'est là qu'on apprit qu'à Kiev une insurrection communiste venait d'éclater. Il n'y avait donc aucune liaison avec la capitale, et la situation du groupe d'armées de Yagotyn ainsi que du Kich des Gaïdamaks, après la prise de Kiev par les bolchéviks, était non seulement dangereuse, mais sans issue. En perdant Kiev, ces deux groupes avaient perdu leur base. L'ennemi était non seulement devant eux mais autour d'eux.

Le détachement ukrainien qui comptait environ 3.000 hommes était presque encerclé par les forces rouges, numériquement plus importantes : l'on sait que dans les deux directions de Bakhmatch et de Yagotyn les armées rouges comptaient plus de 16.000 hommes.

A Bobryk, Simon Petlura convoque un conseil des commandants des détachements pour entendre leur avis et pour se rendre compte du moral des

soldats. A ce conseil, plusieurs courants se manifestèrent. Certains proposèrent de battre en retraite. De toute évidence, la situation de l'armée ukrainienne était tragique, mais cela n'empêcha pas le conseil de décider le retour en toute hâte à Kiev, afin d'y liquider l'insurrection communiste et de riposter à l'avance des rouges sur le Dnieper. Cette décision enthousiasma les soldats ukrainiens, ces gaïdamaks qui avaient juré de mourir plutôt que de céder. Ce fut le moment où Simon Petlura se distingua par sa ferme volonté de continuer la lutte et par sa fidélité à l'idée sacrée de l'indépendance de l'Ukraine.

Par 20° de froid, près de la station de Bobryk, au milieu d'un champ couvert de neige, autour de braseros improvisés les gaïdamaks se rangèrent pour entendre la parole de leur chef.

Sur les marches d'un wagon apparut Simon Petlura ; il était neuf heures du soir. Un bref commandement de « garde à vous », et dans la nuit, plusieurs centaines de combattants ukrainiens, fusil en main, éclairés par la lueur des feux de braseros se mirent en devoir d'écouter. Simon Petlura leur parla ; il leur expliqua la situation dangereuse dans laquelle ils se trouvaient et il leur demanda s'il fallait continuer la lutte. Devant nous, dit-il, une seule issue — c'est la mort. Il n'eut pas achevé ces paroles, que des centaines de voix répondirent : « Vive l'Ukraine Indépendante. En avant, nous mourrons tous, mais nous gagnerons la liberté à notre peuple... A bas Moscou ! Vers Kiev, vers Kiev... Vive l'Ukraine ! ».

Le mot était dit, la parole était aux actes.

Depuis ce jour et jusqu'en Novembre 1920, date où l'armée ukrainienne quit-

ta le pays natal pour franchir la frontière polonaise, le nom de Petlura reste uni à l'armée et à sa glorieuse activité. Dès ce moment Simon Petlura devint son chef suprême.

La décision de retourner à Kiev exigeait une rapide exécution. Le front s'étendait sur une distance de 90 à 100 kilomètres de Kiev ; pour le franchir il fallait aux troupes russes deux ou trois jours de marche. Pendant ce temps l'armée ukrainienne devait non seulement faire ce même trajet, mais briser l'insurrection à Kiev. Pour empêcher l'avance des Russes on fit sauter les ponts en plusieurs endroits et la voie fut endommagée.

Le même jour, dans la nuit, les deux groupes de l'armée ukrainienne cachant leur mouvement furent dirigés par trains spéciaux sur Darnitza ; et le matin ces troupes commencèrent l'offensive contre Kiev, partagées en deux colonnes. L'une se dirigea vers le pont du chemin de fer, l'autre vers le Pont des Chaînes.

La colonne de gauche (Ecole Militaire, régiment Bogdan Chmelnicki et autres) ayant franchi le pont occupa facilement la rive droite du Dnieper ; elle s'avança dans la direction de Petchersk (partie de Kiev située sur les falaises). L'autre colonne — le kich de Gaïdamaks, les Sitchovi Strilki, le régiment Nalyvaïko et autres petites unités, quelques escadrons de cavalerie et deux batteries, avec, en tête, Petlura attaqua le Pont des Chaînes. S'étant heurtée à un tir furieux de mitrailleuses elle dut reprendre position sur la rive gauche du Dnieper. Après plusieurs heures de combat et un feu intense d'artillerie, les détachements se jetèrent à l'attaque ; la manoeuvre réussit. Le soir l'infanterie occupait dé-

finitivement la rive droite du Dnieper et vers 22 heures elle occupait le monastère de Ste Laure.

C'est ainsi que la première partie du

plan envisagé par l'armée ukrainienne fut exécutée, nonobstant la perte de temps et des hommes.

Général Udoviczenko.

Les régions pétrolifères de l'U. R. S. S.

Au point de vue des richesses en gisements de naphte, l'U. R. S. S. surpasse n'importe quel pays producteur de naphte, c'est du moins ce qu'écrivait dans les colonnes des *Izvestia* en 1930 M. Selski, l'éminent spécialiste soviétique dans les questions pétrolifères. A l'époque, les réserves de naphte en U. R. S. S. étaient évaluées à trois milliards de tonnes, mais ce chiffre n'est pas limitatif, attendu que les dernières prospections au cours de ces deux années ont sensiblement élevé cette évaluation de richesses pétrolières.

Toutes les régions pétrolifères de l'U. R. S. S. sont situées en dehors du territoire proprement russe, attendu qu'elles se trouvent dans leur absolue majorité sur des territoires récemment conquis (deuxième partie du XIX^e siècle) ou devenus ces derniers temps le lieu d'immigration d'éléments colonisateurs russes.

A la première catégorie se rattachent le Caucase et le Turkestan ; à la deuxième — l'Idel-Oural et certains rayons de Sibérie.

Les rayons essentiellement producteurs de naphte au Caucase sont situés en Azerbaïdjan et au nord du Caucase.

En Azerbaïdjan, le centre de l'industrie pétrolière se trouve dans le rayon de Bakou où l'extraction du naphte était connue depuis les temps les plus reculés. De nos jours, le rayon de Bakou est le plus puissant de l'U. R. S. S., celui qui fournit plus de la moitié de la production totale de l'Union. L'on peut juger de la puissance potentielle de ce rayon par la découverte de nouveaux gisements à Loq-Batan et à Kala, entrés en exploitation depuis le 1-er octobre 1933 et qui ont respectivement donné 646 mille tonnes (gisement de Loq-Batan) et 1.125 mille tonnes de naphte (gisement de Kala).

Les réserves de Bakou et des rayons pétrolifères d'Azerbaïdjan jusqu'à Chemakha sont évaluées par le professeur B. Selski à un milliard 500 millions de tonnes.

Au nord du Caucase, le plus puissant gisement se trouve dans le rayon de Souyoundj-Kala (Grozni) où l'exploitation industrielle du naphte a commencé vers 1890. Dans ce seul rayon de 1913 à 1934 il a été extrait près de 53 millions de tonnes de naphte, soit 16.700.000 tonnes de 1913 au 1-er janvier 1930 et près de 36 millions de ton-

nes, soit environ 68% de l'ensemble de la production depuis le début de l'exploitation. Or, ces résultats ont été obtenus en dépit des méthodes défectueuses de l'industrie pétrolière soviétique.

En 1933 un nouveau gisement d'une richesse incomparable a été découvert à Malgobek, au nord-ouest de Souyoundj-Kala, à la limite des régions autonomes tchetcheno-ingouche et kabbardino-balkare. Le naphte de certaines couches se distingue par sa haute qualité, attendu qu'il contient plus de 40% de benzine et de pétrole. Les couches supérieures fournissent un naphte plus lourd, se rapprochant du naphte du gisement voisin de Voznessenski.

L'académicien J. Goubkine, éminent géologue soviétique donne la caractéristique suivante sur le rayon de Souyoundj-Kala (*Grozn. Rabotchi* 18-8-34) : « Les ressources du rayon de Novogroznenski sont loin d'être épuisées ; de grandes richesses en naphte se cachent encore dans la région pétrolifère de Starogroznenski. L'on vient à peine de découvrir les immenses richesses du rayon de Voznessenski et de Malgobek et l'on n'a pas encore commencé à faire des sondages dans les rayons voisins où dorment d'immenses réserves de naphte ».

M. Goubkine définit ainsi ces rayons :

« Dans les dépendances de l'industrie de Grozni, en tant que centre économique-technique doivent entrer d'autres exploitations et gisements, notamment : La partie nord de la chaîne de Soundja, le rayon de Karaboulak et de Goudermès, la chaîne moyenne du Térék où l'on procède actuellement à des recherches au pied des monts Orlina et Eldaro, le vaste rayon du penchant

nord des Montagnes Noires, l'immense territoire du Daghestan entre les rivières Soulak et Samour. Je ne parle pas de la plaine de Priteretchna, des rayons de Koumo-Manytch, des steppes kalmouks où se fait la fusion de la région pétrolifère nord-caucasienne avec celle d'Emba-Oural ».

Ainsi les immenses espaces qui s'étendent au nord du Caucase sont considérées par M. Goubkine, comme régions pétrolifères.

En dehors des gisements de Souyoundj-Kala et des rayons de Malgobek, Voznessensk et de Benoï en Tchetchnie qui l'avoisinent il convient d'ajouter les exploitations industrielles de Berekeï au Daghestan et de l'Adighée occidentale ; ces dernières sont les troisièmes de l'Union soviétique pour la quantité de naphte qu'elles produisent. Actuellement, deux trusts soviétiques y fonctionnent : le « Maïnaphht » et le Koubtchernaphht ». Ce dernier a pour secteur les rayons occidentaux du littoral de la mer Noire où il procède en ce moment à des prospections. L'exploitation effective du naphte est actuellement concentrée dans les rayons du trust « Maïnaphht ». Les centres les plus importants sont les gisements d'Apchéron et de Khadijensk. Le premier a fourni 89.700 tonnes de naphte en 1928 ; il en a fourni 219.700 en 1929 ; 393.700 en 1930 ; 521.800 en 1931 ; 913.300 en 1932 et 579.200 en 1933. Les réserves totales du rayon de Maïkop s'élèvent, d'après les évaluations de l'académicien Goubkine à 46 millions de tonnes. Il faut en outre remarquer que par son contenu de benzine, une tonne de naphte de Maïkop équivaut à deux tonnes de naphte de Souyoundj-Kala et à six tonnes de Bakou.

On trouve encore du naphte en Géor-

gie, dans les rayons de Mirzan et de Chirag. Le professeur V. Selski caractérise ainsi les travaux dans cette région :

« Les travaux effectuées en 1932-1933, sur de grandes étendues ont laissé entrevoir la présence du naphte caché dans des replis ou poches dont les possibilités ont été limitées par le mauvais état des sondages ».

Parmi les nouveaux rayons pétroliers, découverts ces derniers temps, ceux qui sont dans les mains du « Vostokonapht » sont l'objet de la plus grande attention du pouvoir soviétique. Ce trust étend son activité sur une énorme surface, depuis les sources de la Kama, au nord, jusqu'à l'Emba au sud, englobant ainsi le territoire compris entre les monts Oural et la Volga. Sur ces territoires de l'Idel-Oural se sont constituées de nombreuses unités « nationales-autonomes ».

Le plus important gisement de ces régions est celui de l'Emba qui s'étend sur une énorme superficie de 250.000 kil. carrés. Les réserves de ces gisements sont évaluées à 500 millions de tonnes (*Izvestia* 19-7-1932 — art de M. Tcheptikov).

Le deuxième rayon, par ordre d'importance du « Vostokonapht » est celui de Sterlimak et d'Ichimbaev, dans la république des Bachkirs. Sur 19 sondages effectués dans ce rayon en 1933, six donnèrent des résultats positifs ; les autres, sauf deux, révélèrent la présence du naphte.

D'après le plan de 1933, les puits de Ichimbaev devaient fournir 500.000 tonnes de naphte. Le chemin de fer reliant Oufa à Ichimbaev étant terminé depuis l'année dernière (1934) il sera possible d'exporter facilement sur les marchés russes de l'intérieur le naphte de l'Idel-Oural.

D'une manière générale le rayon pétrolier Oural-Volga est considéré par le pouvoir soviétique comme le principal fournisseur ultérieur de naphte sur les marchés soviétiques.

Déjà en 1932, la *Pravda* du 20 juin, dans un article de fond, définissait ainsi la valeur de ce rayon :

« L'importance des nouveaux rayons pétroliers augmente du fait de leur avantageuse situation géographique. Le fait qu'ils s'étendent le long de l'Oural semble les prédestiner aux besoins économiques des principaux centres du pays : A l'Est, les combinats géants Ouralo-Kouznetsk, les immenses entreprises industrielles de l'Oural et de la Sibérie ; à l'Ouest, les rayons de la Volga et du centre de l'U. R. R. S.

La réalisation pratique de ces entreprises s'est effectuée non seulement par la construction du chemin de fer Ichimbaev-Oufa, mais encore par la puissante pipe-line Gouriev-Orsk qui unit la Caspienne aux bases industrielles de l'Oural. Au « Vostokonapht » sont rattachés, outre les gisements Oural-Volga, ceux de Sibérie, objet de préoccupation du pouvoir soviétique, aucune prospection n'ayant été faite en Sibérie au temps du régime tsariste.

Des gisements de naphte, en dehors de ceux de l'île Sakhaline, presque entièrement dans les mains japonaises, ont été découverts sur différents points de la Sibérie. Un intérêt tout particulier s'attache aux gisements avoisinant le lac Baïkal en tant que plus accessibles au point de vue géographique pour leur exploitation. Quatre sondages y ont été effectués en 1934 et 15 autres sont prévus au cours de cette année.

En outre, en 1934 des traces de présence de naphte ont été constatées dans le rayon d'Olekminsk en Yakoutie, ain-

si qu'à l'embouchure de la Khatanga, au cap Nordvik, dans le bassin inférieur de l'Iénisseï, de l'Obi et dans le rayon de Sourgouta.

Des perspectives exceptionnelles s'ouvrent encore au Turkestan où deux trusts sont en présence : « Sredaznapht » et « Turkmennapht ». Au premier sont rattachées les régions orientales du pays ; au second — les gisements du Turkmenistan. Ces derniers principalement laissent entrevoir de brillantes possibilités, surtout dans le rayon « Naphtedag » où des puits ont jailli à maintes reprises et où la proximité du chemin de fer et de la mer Caspienne facilitent le transport. Un puits de naphte ayant jailli en 1933 donna en 20 jours 300.000 tonnes de liquide.

Mais outre le « Naphtedag » il est d'autres rayons du Turkmenistan, riches en naphte, tels celui de l'île Tchelenken, de Bayadag, de Tchikichlar, de Monjoukli, etc.

Dans les rayons orientaux du Turkestan on espérait trouver du naphte, tout d'abord dans la vallée du Ferghana. Cependant, des recherches faites au cours de ces dernières années ont permis d'élargir sensiblement le champ des possibilités. De nos jours, des gisements ont été découverts sur de grandes étendues, de Ferghana à Tchimbai et de ce point à Khaoudaga sur la frontière afghane. La présence du naphte en ce lieu fut signalée à une profondeur de 158 mètres, ce qui permet d'affirmer que la partie orientale du Turkestan possède un énorme potentiel de possibilités pour le développement de l'industrie du naphte.

Telles sont en résumé les ressources qui font de l'Union soviétique un pays des plus riches en naphte. Si l'on considère l'importance économique et militaire de ce produit dans la vie d'un Etat, on serait tenté de croire que la situation de la Russie soviétique est des plus brillantes. Mais ce n'est là qu'une apparence. La répartition géographique des gisements de naphte ne garantit pas la Russie soviétique que ces gisements ne deviennent les fournisseurs, au moment le plus critique et d'une façon continue l'énorme appareil de l'industrie soviétique, pas plus que l'appareil de l'armée rouge qui lui est étroitement lié.

Inutile d'ajouter que ce « moment critique » arrivera au cours d'une guerre, toujours possible, dans un avenir prochain. Dès lors, non seulement les gisements de naphte du Caucase qui sont en ce moment la base fondamentale de l'industrie du naphte soviétique, pas plus que les gisements du lointain Turkestan ne pourront remplir les tâches qui leur ont été dévolues, mais le bassin de l'Idel-Oural lui-même, créé par la Russie soviétique, en cas de conflit extérieur, pas plus que les gisements de Sibérie ne sauraient suffire à tout.

Une guerre extérieure déclanchera à n'en pas douter un soulèvement général parmi les peuples opprimés de Russie sur le territoire desquels se trouvent les gisements de naphte. Ces derniers seront ainsi sous la menace immédiate de ces peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance.

Tach Temour.

REVUE DE LA PRESSE

ARRESTATIONS EN MASSE DE SUSPECTS EN U.R.S.S.

Depuis plusieurs jours déjà, le bruit circulait en U. R. S. S. que le gouvernement se livrait à des arrestations en masse de « suspects ». Aujourd'hui, les autorités ont reconnu, dans un communiqué laconique, qu'à Léningrad seulement, 1.074 « aristocrates » avaient été déportés « dans les provinces orientales ». On ne donne pas de chiffres pour les autres villes.

L'opération s'est déroulée sans même un simulacre de jugement, conformément à la loi du « bon plaisir » qui est de tradition pour le Guépéou. Plusieurs prisonniers auraient été discrètement exécutés.

Il est certes très difficile, étant donné la rigueur de la dictature soviétique, de se faire une opinion sur l'ampleur du mouvement qui a servi de prétexte à ces mesures de répression. On remarque néanmoins, que les personnes incarcérées ou exécutées, ne peuvent être des « aristocrates », contrairement à ce qu'affirme le communiqué, pour la bonne raison que l'ancienne aristocratie a été complètement anéantie ou exilée. D'après certains renseignements puisés à bonne source, les « suspects » seraient d'authentiques prolétaires convaincus de sympathies pour les théories trotskistes qui — on le sait — s'opposent à l'opportunisme stalinien.

Les « provinces orientales » dont parle le communiqué sont, en l'espèce, les îles Solovki, dans la mer Blanche, célèbres jadis par leurs monastères et

transformées depuis en camp de concentration. L'emplacement a été choisi à cause de son insalubrité.

LA PAIX DANS LES BALKANS

Le correspondant du *Daily Mail* ayant fait une tournée dans les Balkans après les événements de Grèce, croit pouvoir affirmer que la paix règnera à nouveau dans cette péninsule ; il écrit :

« Ataturk, c'est ainsi qu'on appelle maintenant Moustapha Kemal pacha, d'accord avec tout le peuple turk, a renoncé à l'idée de recouvrir les anciennes frontières de la Turquie d'Europe. Pour lui, Istamboul et la Thrace ne sont que les portes de l'Anatolie turque.

« Grâce à cette sage politique, la Turquie est devenue un gage de paix dans les Balkans, de cette paix qui lui donne la possibilité de retrouver la prospérité d'antan et de peupler la Thrace, dont la densité de la population est actuellement très faible. »

Le correspondant constate que la Turquie a prouvé son pacifisme par l'attitude observée au cours des derniers troubles venizelistes ; il dit :

« La Turquie a montré que ses efforts tendent vers l'idéal contemporain et non vers la réalisation des illusions moyenâgeuse d'un empire islamique. Et du moment qu'il en est ainsi, les Balkans cessent d'être un foyer de guerres et tous les problèmes qui surgissent et qui peuvent encore surgir dans cette péninsule permettent de nos jours d'être résolus d'une manière pacifique. »

CE QUE L'ON VOIT DERRIÈRE L'OFFENSIVE DES ARMÉES ROUGES EN CHINE.

M. Saint-Brice écrit dans le « Journal » :

Que de curieuses coïncidences on relève dans les informations qui signalent un retour offensif du mouvement communiste en Chine ! Les Soviets, qui ont organisé et qui subventionnent les armées rouges chinoises, affirment la résolution de se désintéresser, au moins momentanément, de l'Asie, afin de devenir les champions de l'ordre en Europe. Le chef du gouvernement chinois Chiang Kaï Chek se rapproche du Japon, qui est en train de consacrer le succès de sa politique en recevant solennellement l'empereur de Mandchourie. C'est vraiment le moment de chercher à donner l'impression que le communisme chinois est assez fort pour voler de ses propres ailes et pour déjouer les efforts tentés en vue de mettre fin à l'anarchie dans le monde jaune.

Pour nous convaincre, il faut

draît autre chose que des nouvelles dont ne peuvent être dupes que ceux qui ne connaissent rien des affaires d'Extrême-Orient. Même s'il est exact que les troupes rouges ont remporté des victoires importantes dans une des provinces de la haute vallée du fleuve Bleu, cela prouve tout simplement que le jeu qui se poursuit depuis des années n'est pas aussi près de finir qu'on l'avait cru. Les dirigeants de Nankin se sont évidemment un peu trop empressés d'annoncer à son de trompe, il y a quelques mois, la fin du communisme, parce qu'ils avaient débarrassé quelques-unes des provinces centrales. Les campagnes chinoises consistent à refouler les adversaires bien plus qu'à les détruire. Les bandits se déplacent à travers les immensités. Eteint dans un foyer, l'incendie se rallume un peu plus loin. Il en sera ainsi tant que le gouvernement central ne disposera pas de moyens d'action vraiment efficaces. N'est-ce pas parce qu'il le reconnaît que Chiang Kaï Chek accueillerait sans déplaisir certains concours du Japon ?

CHRONIQUE

Nous avons reçu le communiqué suivant :

« Dans ces derniers jours a pris fin la Conférence des organisations nationales caucasiennes, signataires du Pacte du 14 juillet 1934.

La Conférence a été convoquée par le Comité d'Indépendance du Caucase

qui, après avoir rendu compte de son activité, a remis à la Conférence ses pleins pouvoirs.

Ayant pris connaissance du rapport du comité d'organisation la Conférence adopta à l'unanimité toute une série de résolutions d'ordre politique, tactique et organique.

Avant la clôture des travaux de la Conférence, a été élu un Conseil Fédéral dont la compétence est, conformément aux résolutions prises, de diriger tout le mouvement libérateur des peuples du Caucase, alliés en vue de rétablir la liberté perdue de leurs

Républiques respectives et de les unir sur les bases d'Etat confédéré.

Le Conseil Fédéral est investi des pleins pouvoirs de représenter les Républiques alliées et d'agir en leur nom en tant qu'organe suprême de direction ».

UKRAINE

COMITE ANGLO-UKRAINIEN A LONDRES

L' « Ukrainian Bureau » publie le communiqué du Comité anglo-ukrainien qui vient d'être constitué à Londres :

« Le rôle que les Ukrainiens sont appelés à jouer dans l'Est Européen mérite de fixer l'attention de l'opinion anglaise. Le peuple ukrainien occupe un territoire à peu près homogène ethnographiquement et dont la superficie dépasse celles de la Grande-Bretagne ou de la France. Il est actuellement divisé entre l'U. R. S. S., la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Roumanie. On s'est très peu préoccupé jusqu'à présent d'un règlement équitable du problème ukrainien. Or, tandis que cette question si compliquée reste toujours pendante, un conflit menace de se produire dans lequel l'Europe entière pourrait être entraînée. C'est afin de remédier à cet état de choses que les soussignés ont constitué le « Comité anglo-ukrainien » que se propose de suivre les événements et de faire les démarches nécessaires.

Ce communiqué est signé par
Rt. Hon. Lord Dickinson, P. C.,
Mrs. Dugdale,
Dr. G. P. Gooch, M. A.,
Rt. Hon. John W. Hills, P. C., M. P.,
Mr. Lancelot Lawton,
Mr. F. Ashe Lincoln,

Mr. C. A. Macartney,
Lt. Col. C. L'Estrange Malone,
Mr. Geoffrey le M. Mander, M. P.,
Sir Walter Napier,
Rt. Hon Lord Noel-Buxton, P. C.,
Professeur R. W. Seton-Watson, D. L.,
Miss Mary Sheepshanks.

LA S. D. N. ET LA TERREUR POLITIQUE

A la dernière réunion des commissions de l'Union des associations pour la S. D. N. qui vient d'avoir lieu à Genève, la délégation française a proposé à l'Union de discuter le projet concernant la terreur politique, projet qui avait été porté devant le Conseil de la S. D. N. par M. Pierre Laval en novembre dernier. Au cours des débats qui ont suivi, M. Choulguine, délégué ukrainien, a soutenu le projet français en commençant par exprimer son horreur devant l'attentat de Marseille, qui fut évoqué à l'ouverture de ces débats. M. Choulguine a déclaré que l'Association ukrainienne pour la S. D. N., de même que tous les milieux ukrainiens officiels s'élèvent unanimement contre la terreur comme moyen de lutte politique.

— « Il est d'ailleurs dans la tradition ukrainienne, a ajouté le délégué (faisant allusion aux opinions de M. Drahomaniv qui jouissait d'une grande considération parmi les Ukrainiens au

XIX^e siècle), d'être hostiles à toute terreur politique. Or, ces procédés n'en deviennent que plus révoltants quand le meurtrier choisit un pays étranger pour perpétrer un attentat, escomptant les avantages que lui procure son titre d'étranger.

Tout en donnant sa complète adhésion aux propositions françaises, M. Choulguine a précisé que celles-ci ne tiennent compte que des associations terroristes clandestines ; il existe cependant des cas encore plus graves où la terreur est exercée par tout un *gouvernement*.

— « Je parle ici du gouvernement de l'U. R. S. S., — continue l'orateur, — et j'attire l'attention sur les actes de terreur commis par des émissaires du Guépéou au nombre desquels je ne mentionne ici que l'assassinat de Simon Petlura, celui de notre ami géorgien Noé Ramichvili, et celui de notre adversaire politique, le général Koultiérov.

Ces attentats commis en terre étrangère restent forcément enveloppés d'un certain mystère. Il en est autrement en U. R. S. S. où le gouvernement soviétique ne se gêne pas pour exercer une terreur ouverte dans les pays jadis reconnus indépendants par ce gouvernement même. Ainsi l'on peut citer l'exécution sans jugement de 28 Ukrainiens après l'assassinat de Kirov. Ce ne sont pas des actes de politique intérieure, mais ils relèvent de la catégorie des actes de terreur politique internationale, dont il est question aujourd'hui. Ces actes sont exécutés non point par une organisation privée, mais par le gouvernement d'un Etat, ils sont organisés non pas secrètement, mais ouvertement, voire cyniquement. C'est à propos de ces faits que nous apporterons plus tard un amendement ».

L'ETAT PRECAIRE DE L'AGRICULTURE SOVIETIQUE

Il devient de plus en plus difficile au gouvernement soviétique de dissimuler l'état lamentable de l'agriculture en Ukraine, qui cause un état de famine permanent dans les différentes régions du pays.

Déjà en octobre 1934, Kalinine, président de l'U. R. S. S., avouait que, — la récolte étant insuffisante, — l'on se trouvait devant la nécessité de diminuer la quantité des céréales prévue par le plan, céréales que l'Ukraine devait livrer au gouvernement central. (« Le Communiste » du 12 octobre 1934).

Dès le mois de décembre, la situation devenant de plus en plus menaçante, le gouvernement s'est vu obligé de procéder à la restitution aux paysans ukrainiens d'une partie du blé réquisitionné, soit en grains, soit en farine. Cet état de choses est confirmé par des déclarations (3 décembre 1934) de Postychev, qui ont été reproduites par la presse étrangère. Le porte-parole de Staline en Ukraine a constaté que trente huit millions de pouds de blé et de fourrage ont dû être envoyés dans les régions les plus éprouvées de l'Ukraine pour ensemençer les champs et pour nourrir la population et le bétail.

Or, toutes ces mesures paraissent insuffisantes. La situation est si précaire dans le pays que souvent des fonctionnaires locaux prennent le parti de la population contre les exigences toujours excessives de Moscou, ce qui leur vaut de sévères représailles.

Les différentes régions de l'Ukraine ne cessent de réclamer de nouveaux crédits en céréales, celle d'Odessa par exemple, qui en janvier dernier attirait l'attention des commissaires de

Kiev sur la propagation rapide des épidémies dans les localités particulièrement atteintes par la famine, épidémies causées par l'état d'épuisement de la population et des déchets qu'elle absorbe de nourriture.

Adressant une demande de crédits au gouvernement de l'Union, le gouvernement soviétique ukrainien constate qu'à partir du 1-er février onze millions de paysans en Ukraine n'auront pas de quoi se nourrir. Cela ne l'empêche pas de poursuivre avec une extrême rigueur les chefs des Kolk-

hoses, qui autorisent les paysans affamés à consommer le blé destiné aux ensemencements.

Il arrive que la population exaspérée se livre à des actes de violence. Ainsi, le 11 janvier, les stocks de blé destinés à l'exportation et déposés en gare de Korenevskaja, furent pillés par la population affamée. Le détachement de l'armée rouge, qui assurait la garde du dépôt, refusa d'intervenir et son commandant encourut de graves sanctions.

BIBLIOGRAPHIE

BORIS WARTANOFF

« *Un Russe retrouve son pays* »

(Tallandier, éditeur)

C'est une série de tableaux, j'allais dire : un cinéma sonore, qui se déroule devant nos yeux et fait entendre le cri de détresse d'un grand empire. A tous ceux qui s'intéressent à la Russie et qui voudraient voir la réalité et non pas des mirages, nous recommandons vivement cet ouvrage.

« Lorsque, trois mois après ma fuite de l'U.R.S.S., écrit l'auteur, j'arrivai en Europe, je n'avais qu'un désir : oublier le cauchemar dans lequel je m'étais débattu pendant deux longues années ; oublier les misères, les injusti-

ces, les haines, les jalousies, les atrocités, les crimes que j'avais vus ; oublier cette âme damnée, satanique, du bolchevisme : le G.P.U. ; oublier les jours passés dans un de ses cachots ; oublier ces hommes déséquilibrés qui ruinent, anéantissent un peuple tout entier. »

Mais il n'a pas pu se taire. Il sentit le devoir de crier à la face du monde la vérité. « Puisque, ajoute-t-il, le Destin m'a conservé la vie — les balles qui m'étaient destinées au moment où je franchissais l'Araxe ne m'ont pas atteint — j'accomplis ce devoir en toute conscience. »

On ne saurait mieux dire ni mieux souligner l'intérêt de l'ouvrage.

Le Gérant: M. Bisnovaty.

E 5114E
1935

Édition et Imprimerie
Rapide de la Presse
O. ZELUK
5, rue Saulnier, Paris